

RÉPONSE DU CONSEIL D'ETAT

à l'interpellation Rochat et Consorts - Etat de Vaud et Emirats arabes : unis pour les droits humains ?

Rappel de l'interpellation

L'Emirati-Swiss Friendship Forum (ESFF) est une plateforme d'échange ayant pour but de renforcer les liens, notamment économiques, entre les deux pays[1]. Elle est co-présidée par l'ancien conseiller fédéral Pascal Couchepin ainsi que par le conseiller du président des Emirats Arabes Unis, le Dr Sultan bin Khalifa al Nahyan.

Les 22 et 23 juin 2011, l'ESFF était invitée par le Conseil d'Etat vaudois afin de tenir des assises à l'EPFL[2]. Ce Forum avait pour thème de réflexion "le transfert de l'innovation dans la société et l'économie". En plus de ces thématiques abordées, des discussions et rencontres dans certaines entreprises vaudoises étaient organisées afin d'évaluer les possibilités d'investissements dans les domaines touchant à l'économie.

Les soussigné-e-s tiennent à saluer la volonté du Conseil d'Etat de contribuer au renforcement des liens entre la Suisse et l'étranger. Toutefois, les soussigné-e-s sont soucieux de l'attention porté aux droits humains lors de ces échanges inter-étatiques.

Ces derniers temps, le gouvernement des Emirats Arabes Unis a effectué plusieurs arrestations d'opposant-e-s politiques, notamment celle d'Ahmad Mansour membre de Human Right Watch. Ces arrestations ont eu lieu suite à l'appel lancé le 9 mars 2011 par plus de 130 militant-e-s pacifistes en faveur des droits civils et politiques aux Emirats Arabes Unis. Ce manifeste demande notamment au président des Emirats d'introduire le suffrage universel direct pour l'élection du Conseil national fédéral et d'accorder à celui-ci des pouvoirs législatifs.

Ces arrestations font parties d'une vague de répression de toute forme de dissidence pacifique. Cette répression touche également la société civile ; elle est par ailleurs condamnée par de nombreuses ONG notamment Human Right Watch et Amnesty International[3].

Compte tenu des montants octroyés en faveur de l'aide au développement et de la coopération par les différents département du gouvernement vaudois, les soussigné-e-s souhaiteraient savoir l'importance que le Conseil d'Etat consacre au respect des droit humains dans ses relations économiques internationales.

Au vu de ce qui précède, les soussigné-e-s ont l'honneur de poser les questions suivantes au Conseil d'Etat:

1. Dans ses relations économiques avec des pays étrangers, quelle importance le respect des droits humains prend-t-il aux yeux du Conseil d'Etat ?

2. En invitant l'ESFF dans le canton de Vaud, le Conseil d'Etat était-il au courant

i.) De la situation politique aux Emirats arabes Unis et des violations de la liberté d'expression que connaît ce pays ?

ii.) Des vagues d'arrestations effectuées en début d'année 2011 ?

3. Les thématiques portant sur la liberté d'expression et la démocratie ont-elles été abordées lors du Forum des 22 et 23 juin ?

4. Quel était le montant du budget (à charge du canton de Vaud) pour cette manifestation des 22-23 juin ?

Ne souhaite pas développer.

[1] Site de la plateforme : www.emirati-swiss.com

[2] Communiqué du Conseil d'Etat du 20 juin 2011

[3] Communiqué de presse d'Human Right Watch du 20 avril, www.hrw.org, et www.amnesty.org

Réponse du Conseil d'Etat au Grand Conseil

La problématique spécifique de relations économiques entre la Suisse et les Emirats Arabes Unis

La situation politique qui prévaut aux Emirats Arabes Unis est naturellement connue du Conseil d'Etat. Aussi celui-ci peut-il comprendre certaines des inquiétudes exprimées dans l'interpellation du Député Nicolas Rochat Fernandez. L'organisation de l'Emirati-Swiss Friendship Forum en juin 2011 à Lausanne s'est toutefois inscrite dans un contexte résolument en marge de cette problématique géopolitique, dont l'initiative a incombé à une association privée dont les buts et intentions sont parfaitement louables. Selon l'article 3 de ses statuts, l'association Forum Suisse – Emirats Lausanne a en effet pour but " d'organiser le Forum Emirats – Suisse, Lausanne, 22-23 juin 2011, visant à développer des relations d'amitié entre les deux pays. Cette manifestation comprend des manifestations officielles, des conférences, visites et débats sur des thèmes fixés d'un commun accord par les comités d'organisation à Abu Dhabi et Lausanne ainsi que des parties récréatives. Elle veille à créer un comité de patronage de la manifestation. Elle peut conclure des accords avec des personnes physiques, entreprises et associations désireuses de soutenir la réalisation des buts de l'association ".

En préambule, il convient également de souligner que les Emirats Arabes Unis ne font l'objet d'aucune sanction diplomatique-économique de la part de la communauté internationale, ni donc de la Suisse. Par le biais de son Ambassade particulièrement dynamique, la Suisse entend au contraire renforcer ses liens avec les Emirats Arabes Unis. Citons en guise d'exemple la création, en 2009, d'un campus universitaire " extra muros " de l'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL) à Ras Al Khaimah, une des sept provinces des Emirats Arabes Unis, dont la vocation est de prodiguer des enseignements et de développer des programmes de recherche de pointe, notamment en relation avec l'environnement et l'énergie. Cette inauguration s'est déroulée en présence de l'ancien Conseiller fédéral Pascal Couchepin, qui a parrainé l'édition de l'Emirati-Swiss Friendship Forum à Lausanne en juin dernier.

Les Emirats Arabes Unis ont entrepris depuis plusieurs années une diversification et un développement particulièrement intense dans le Moyen-Orient. S'appuyant jusqu'alors sur leurs ressources pétrolières, ils ont pris conscience de la nécessité de diversifier leurs ressources et de diminuer leur dépendance au pétrole. Composés d'une population internationale à 80%, les Emirats Arabes Unis constituent ainsi la plateforme majeure de développement pour l'ensemble du Moyen-Orient. De nombreuses entreprises de pointes et plusieurs grandes universités y développent des campus, à l'image de l'EPFL.

D'un point de vue économique, les Emirats Arabes Unis n'ont donc plus à démontrer leur importance dans le contexte international actuel. Le potentiel économique du pays est en effet extrêmement important, notamment pour les entreprises suisses qui peuvent y trouver de nombreuses opportunités commerciales, ce particulièrement dans le secteur des technologies de l'environnement. D'une part, le pouvoir d'achat des émiratis est élevé et le pays est très demandeur des nouvelles technologies et du savoir-faire des entreprises suisses. En ce sens, outre l'exemple de Masdar City qui offre d'intéressantes opportunités d'affaires à des entreprises de divers secteurs, les Emirats Arabes Unis constituent un marché de prédilection, en plein essor, pour l'horlogerie suisse, dont les retombées économiques se font sentir jusque dans les manufactures de l'Arc jurassien vaudois. D'autre part, de nombreux investisseurs susceptibles de favoriser le développement d'entreprises suisses sont basés aux Emirats Arabes Unis.

Désireux d'exploiter ce potentiel, l'Emirati-Swiss Friendship Forum est un événement qui s'inscrit dans la durée et la continuité des relations entre la Suisse et les Emirats Arabes Unis. Il s'agissait de la seconde édition en juin 2011 à Lausanne, après celle d'Abu Dhabi en 2010. D'autres éditions sont à venir. Ce forum contribue donc indéniablement à renforcer notre connaissance mutuelle et à faire converger la vision et les intérêts de la Suisse et des Emirats Arabes Unis. S'il se focalise avant tout sur les domaines économiques, diplomatiques et culturels, il favorise aussi les échanges sociaux et humains, et peut ainsi être à même de constituer une base de changement démocratique aux Emirats Arabes Unis.

Fort de ce qui précède, le Canton de Vaud a octroyé un financement de CHF 50'000.- pour l'organisation du Emirati-Swiss Friendship Forum, montant alloué au titre de la Loi sur l'appui au développement économique (article 14 LADE – aides à fonds perdu pour la réalisation d'actions de promotion). Il s'agit-là d'une opération de soutien à titre subsidiaire dont l'objectif principal est d'assurer la relève des débouchés de l'économie vaudoise sur le plan international, alors que les marchés traditionnels de prédilection, à savoir les pays de l'Union européenne et les Etats-Unis d'Amérique, connaissent tous deux un fort ralentissement sous l'impact de la crise économique et financière mondiale.

L'Emirati-Swiss Friendship Forum de juin 2011 a su répondre aux attentes de ses divers participants et du Conseil d'Etat. Il fut une occasion privilégiée de faire connaître les atouts du Canton de Vaud, ses infrastructures, les compétences de ses instituts de recherche et de ses entreprises, auprès de représentants politiques et économiques de haut niveau venus des Emirats Arabes Unis. Les nombreux échos récoltés suite au forum attestent en effet de son succès. Il a ainsi ouvert des perspectives de collaboration avec un partenaire économique en pleine expansion internationale, et contribuera sans aucun doute à renforcer et enrichir les relations diplomatiques, économiques et culturelles entre les Emirats Arabes Unis et la Suisse.

En guise de conclusion, le Conseil d'Etat rappelle que les questions de politique étrangère sont de la compétence exclusive de la Confédération (art 54, al. 1 CST), qui s'attache à promouvoir le respect des droits de l'homme. Il n'en demeure pas moins que Gouvernement vaudois reste soucieux des questions liées aux droits de l'homme, tout comme il est convaincu que ce type de rencontre est de nature à les faire évoluer. En effet, dans la mesure où leur réussite repose essentiellement sur l'ouverture et les échanges, ces rencontres participent à leur manière à consolider les bases démocratiques de certains Etats.

Ainsi adopté, en séance du Conseil d'Etat, à Lausanne, le 15 février 2012.

Le président :

P. Broulis

Le chancelier :

V. Grandjean